

Anaïs Massola, libraire à Paris, est membre du Syndicat des libraires et l'AILF (Association internationale des libraires francophones) qui a développé Ideographix à l'AFL. Elle publie cette tribune au nom de l'Association pour l'écologie du livre – L'Association pour l'écologie du livre regroupe une cinquantaine de membres des mondes du livre et de la lecture (écriture, édition, librairie, diffusion, bibliothèque, éducation, recherche, etc.).

LE CONFINEMENT N'A RIEN CHANGÉ À NOS PROBLÈMES

« Les désastres écologiques en cours sont plus flagrants que jamais. Leurs liens directs avec l'organisation socio-économique de notre monde n'est plus à prouver. Et l'impératif de se tourner vers une société éco-responsable est l'urgence de notre temps. Au cours des trente dernières années, les chaînes du livre des pays occidentaux se sont orientées vers un modèle globalisé de surproduction, structurellement dépendant de flux mondiaux de papier, de pétrole, d'argent, etc. Une vitesse nouvelle a gagné les mondes du livre. Une vitesse qui est celle de la machine et qui fait perdre sa valeur au temps long de la création et de la lecture. Une vitesse qui donne le sentiment aux artisans du livre d'être de plus en plus enfermés dans des logiques de flux. »

C'est ainsi que commence notre ouvrage collectif, *Le Livre est-il écologique ?*, paru le 6 mars dernier aux éditions Wildproject. Dix jours après sa sortie, nous entrons en confinement.

La crise sanitaire que nous traversons depuis quelques mois montre bien, une fois de plus, combien les problématiques écologiques et les problématiques sociales sont enchevêtrées : un virus d'origine animale a profité des flux mondialisés pour se propager sur toute la planète et contraindre 4 milliards d'êtres humains à s'enfermer chez eux. Quelles leçons tirer de cela pour l'avenir des livres ?

C'est à partir d'un questionnement analogue que nous avons décidé de créer l'Association pour l'écologie du livre en juin 2019 : « que pourraient être les livres de l'après-pétrole ? ». Les huit semaines de mise à l'arrêt que nous venons de vivre nous apparaissent donc comme une étude de cas grandeur nature de nos enfermements collectifs et des chemins désirables vers lesquels tendre. Pendant tout ce confinement, nous avons continué à échanger à distance de façon interprofessionnelle et, malgré les écueils de la virtualité, nous en retirons aujourd'hui quelques modestes réflexions.

1. Aucune alternative à la machine ?

Les professionnel·les du livre (comme tant d'autres secteurs d'activité) ont dû encaisser le choc ces dernières semaines et préparer la reprise de leur activité. Cette gestion de crise n'a pas été un arrêt de la machine, ni même une mise en pause : c'était la simple continuation des mêmes logiques, en un peu pire. Ce que cache la fameuse économie de guerre, c'est surtout l'accentuation de la « loi de la jungle » néolibérale, quoi qu'il en coûte. En cela, le confinement n'a rien changé à nos problèmes. On dira même qu'il les a exacerbés et cruellement mis en lumière.

Si le Syndicat de la Librairie Française a plutôt bien réussi à faire corps pour sa profession, il semble que personne ne se soit véritablement soucié de la myriade de maisons d'édition indépendantes, qui font la richesse et la diversité de notre production littéraire, et dont on ne sait pas bien aujourd'hui comment ils et elles vont affronter les temps à venir — si ce n'est de façon atomisée. Il en va de même pour les imprimeries ou pour les auteurs et les autrices — et le rapport Racine (qui a tant polarisé la chaîne alors qu'il pointait des dysfonctionnements majeurs) semble avoir été bien vite oublié.

Nous avons relâché la pression mondiale sur les milieux de vie pendant deux mois — comme en témoignent les images satellites de l'absence de pollution et le chant des oiseaux enfin audible —, mais voilà la chaîne du livre à nouveau prête à « relancer la machine ». Toujours avec les mêmes modes automatiques par défaut et la même incapacité à penser ses interdépendances.

Tant d'un point de vue matériel, social que symbolique, le désastre semble donc bien parti pour continuer.

2. Comment déconfiner les esprits ?

Tout cela nous interroge donc sur la profondeur des blocages auxquels les mondes du livre et de la lecture font face.

L'exemple de la bataille récente autour du livre comme produit « de première nécessité » aura été frappant. On voulait maintenir coûte que coûte l'ouverture des librairies, mais jamais la demande n'a concerné les bibliothèques. Cette prétendue « nécessité » n'était donc pas celle de la circulation des livres et de la lecture, mais bien du commerce de livres neufs. Qui s'est inquiété pendant cette période de la manière dont circulaient les livres ? En a-t-on profité pour regarder ce qui s'est passé entre les lecteurs ? Et les publics dits éloignés de la lecture ?

L'écologie, à partir de laquelle nous tentons de reconsidérer les problèmes et de trouver des alternatives durables, oblige à repenser de fond en comble ce que sont devenues les chaînes du livre comme les politiques de lecture publique — une réalité que

peu semblent encore prêtes à accepter pleinement. Un peu comme si les logiques compétitives et extractivistes qui nous ont amenées à cette situation de crise mondiale avaient également contaminé les réflexions et le vocabulaire autour du livre et de la lecture.

Que faut-il donc faire aujourd'hui pour changer les représentations collectives ? Quels espaces-temps construire pour engager des métamorphoses structurelles devenues urgentes ? C'est un travail que nous avons essayé d'initier depuis plus d'un an avec l'Association pour l'écologie du livre — et nous invitons toutes celles et ceux qui voudraient y participer à nous rejoindre.

Au fond, il ne s'agit pour nous que d'une chose : « désencastrer le futur », ou autrement dit, faire en sorte que l'avenir des livres et de la lecture ne soit pas aussi obscur que ce qu'il nous promet actuellement.

3. Pourquoi faire territoire ?

Cela passera nécessairement par la création de nouvelles interdépendances et de nouvelles médiations — qui seules peuvent nous permettre de lutter contre l'atomisation de nos métiers et de résister aux chocs présents et à venir. Mais, transformer une activité ne se fait pas du jour au lendemain — d'autant plus lorsqu'il s'agit, comme ici, d'œuvres collectives.

C'est pourquoi nous sommes convaincu·es que c'est depuis les territoires que de nouvelles relations coopératives doivent se retisser (et se retissent déjà). À la fois les territoires politiques qui nous rapprochent (l'éthique de nos métiers et notre engagement pour une société oeuvrière) et les territoires préhensibles qui nous abritent (les communautés humaines et écosystémiques dont nous, acteurs et actrices du livre, dépendons directement).

En cela, il s'agit de réapprendre à faire territoire commun : à la fois au sens de réseaux interprofessionnels qui puissent se fédérer depuis des lieux et des pratiques concrètes ; et au sens de lieux de vie habités (nos quartiers, nos villes et nos villages) à l'intérieur desquels circulent les livres et la lecture de façon coopérative et populaire.

Tout cela, bien entendu, est utopique. Et ça l'est volontairement. Étant donnés les enfermements qui sont les nôtres actuellement, le rêve est indispensable. En effet, si nous ne commençons pas par nous accorder sur des futurs désirables, nous ne pourrons que subir un avenir décidé par d'autres — qui n'ont, au demeurant, pas l'air bien sensibles à l'écologie ● **L'Association pour l'écologie du livre.**